

La dégénérescence du paysage urbain de Libreville

René Casimir Zoo EYINDANGA*

Résumé

La ville de Libreville a connu un développement rapide au sortir de la période coloniale en 1960. Mais celui-ci ne sera pas suffisamment poursuivi pour hisser la capitale gabonaise au rang de grande métropole. On verra, au contraire, le phénomène inverse se produire, celui de la dégénérescence physique du paysage urbain de Libreville. Ainsi, nombreux édifices tombent en ruine, de nombreux quartiers se dégradent et la paupérisation s'installe de façon durable. Les enquêtes menées dans la ville font état d'une généralisation du processus, avec toutefois des pointes variables selon les secteurs géographiques et selon les différents paramètres que sont le statut socioprofessionnel fragile des habitants, leur rapport nouveau à l'espace et leur nouvelle vision du monde. Une lueur d'espoir a bien jailli entre 2010 et 2012, mais le contexte actuel ne permet nullement d'envisager une amélioration immédiate ou à court terme de la situation.

Mots-clés : Libreville, Dégénérescence physique, Paysage urbain, Ville blanche, Ville africaine, Aménagement urbain.

Degeneration of the cityscape Libreville

Abstract

The city of Libreville has grown rapidly at the end of the colonial period in 1960. But it will not be enough to continue the Gabonese capital of a large metropolis. The reverse pattern will occur rather, that of physical degeneration of the urban landscape of Libreville. Thus, many of the buildings are falling apart, many neighborhoods deteriorate and impoverishment settled permanently. Surveys in the city reported a generalization of the process, but with varying points across geographic areas, according to various parameters such as the fragile socio-professional status of the inhabitants, their new relationship to space and new worldview. A glimmer of hope has sprung up between 2010 and 2012, but the current situation does not allow to consider immediate or short-term improvement of the situation.

Keywords: Libreville, Physical Degeneration, Cityscape, White City, African City, Urban Planning.

* Géographe, École Normale Supérieure de Libreville, mail : eyeneyi@yahoo.fr

Introduction

Un grand coup d'accélérateur a été donné au développement de la ville de Libreville, capitale du Gabon, au cours des années qui ont suivi l'accession du pays à la souveraineté internationale, le dix-sept août mille neuf cent-soixante (1960). Cela s'est traduit notamment par la construction d'infrastructures matérielles modernes comme les routes, l'adduction d'eau, le réseau d'électricité et la création de services sociaux tels que les écoles et les hôpitaux. Une quinzaine d'années plus tard, la ville connaîtra une nouvelle accélération de son développement. En effet, les travaux préparatoires à la tenue de la 17^e conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1977 ont été l'occasion de la mise en chantier de grands travaux d'aménagement qui donneront à la ville l'essentiel de son visage urbain actuel. À la même époque, dans le cadre de sa politique sociale, l'État financera également la construction de cités (Nomba Domaine, 12 Mars, etc.), de même que l'extension et la réfection des structures matérielles et sociales existantes. Enfin, au cours des dix dernières années, le patrimoine immobilier s'est enrichi par l'érection d'édifices à bureaux pour loger le personnel de divers organismes et ministères gouvernementaux.

Cette brève évocation des phases du développement urbain de Libreville peut donner l'impression que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Toutefois, comme nous comptons le démontrer dans cet article, on a assisté, parallèlement à ce développement, à l'émergence d'un processus de dégénérescence physique¹ du paysage urbain de Libreville. Ces processus sont souvent corrélatifs au statut socioprofessionnel² des habitants, à leur rapport à l'espace³ et, de manière générale, à leur vision du monde. La dégénérescence physique a pris de l'ampleur au point que désormais, elle s'impose comme un trait marquant des paysages urbains de Libreville. Elle évolue comme une gangrène et s'attaque indifféremment à tous les types de quartiers. Même les quartiers qui, autrefois, faisaient la fierté de Libreville ne sont pas épargnés⁴. Le processus est global et s'inscrit dans la durée ; rien ne semble pouvoir l'arrêter. Il suffit de se promener dans les quartiers centraux (Nombakélé, Likouala Moussaka et Derrière l'hôpital) et péricentraux (la CEI,

¹ Il ne faut pas confondre ici dégénérescence et vieillissement. Un vieux quartier, s'il est bien entretenu peut garder son charme, sa beauté, son âme, en continuant d'exercer un grand attrait pour la population. Par contre, un quartier dégénéré présente un aspect physique dégradé et n'attire généralement que ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se loger ailleurs.

² Le déclin d'un quartier peut conduire au départ de ses premiers habitants (en général des cadres dans l'administration publique ou dans le secteur privé) et à l'arrivée des populations moins nanties qui ne pourront maintenir en état les structures matérielles existantes.

³ Le rapport à l'espace varie avec le niveau socioprofessionnel des populations. Les habitants les plus aisés sont généralement plus attentifs en ce qui concerne la qualité de l'environnement que ne le sont ceux qui sont moins nantis sur le plan financier.

⁴ Batterie IV abritait les dignitaires de l'État et des corps diplomatiques ; d'ailleurs, la résidence de l'ambassade de France s'y trouve. Situé en bordure de mer, ce quartier a perdu un peu de son attrait au profit de nouveaux quartiers (Sablière, Haut-de-Guégué). Il en est de même pour Akébé-Ville et les Trois Quartiers qui ont abrité successivement la majorité des cadres expatriés européens pendant que les 90 logements et la CEI le faisaient pour les cadres de l'administration publique.

les 90 logements et les Trois Quartiers) pour constater que ceux-ci sont délabrés au point de ressembler à des ghettos. Afin de rendre compte de ce phénomène de dégénérescence, nous allons, dans un premier temps, montrer comment la mise en valeur du territoire de la ville présente de grands contrastes. Puis, dans un second temps, nous allons focaliser notre attention sur le processus qui conduit à cette situation. Ensuite, nous illustrerons le phénomène par le biais de cas concrets tirés d'observations de terrain⁵. Enfin, nous traiterons des effets du facteur particulier de dégénérescence que représente le commerce sur le paysage urbain pour terminer sur une réflexion du rôle des politiques sur la dégénérescence des paysages urbains.

La mise en valeur contrastée du paysage urbain

Libreville, comme de nombreuses villes africaines de l'époque coloniale⁶, présente des contrastes dans sa mise en valeur, comme le présente l'écrivain et romancier Eza Boto dans « ville cruelle »⁷ (1954). Au départ, le schéma était simple et opposait la « ville blanche », mieux équipée en infrastructures urbaines, et la « ville africaine » ou « village africain », sous-équipée, avatar de la période coloniale au Gabon (BEKA BEKA, 2013 : 96). Cette répartition territoriale se faisait sur la base du double critère physique et racial⁸. Elle constituait donc le mode de développement urbain qui sous-tend encore l'organisation de la ville contemporaine (LASSERRE, 1958 : 150 ; DULUCQ, 1997 : 130 et BOUYOU, 2007 : 90). Les universitaires européens, français en particulier, en feront d'ailleurs un thème de recherche riche qui nourrira, sous des formes diverses et pendant des années, leur carrière scientifique⁹. À leur tour, de jeunes étudiants africains, qui ont fait leurs études supérieures en France, notamment en géographie et en urbanisme, vont s'approprier ce thème. A Libreville, cette répartition sectaire des populations sous

⁵ L'observation dont il est question ici est celle qui consiste à localiser le phénomène et à comprendre le processus de sa mise en place. Il ne s'agit donc pas d'une observation qui se limite à un simple constat.

⁶ Au Cameroun et au Congo on retrouve le même type d'urbanisme.

⁷ Alexandre Biyidi-Awala est le vrai nom de l'écrivain et romancier camerounais qui a signé ses œuvres fictionnelles et critiques sous plusieurs pseudonymes tels que le pseudonyme célèbre de Mongo Béti. Il a publié son premier roman « Ville cruelle » en 1954 sous le pseudonyme d'Eza Boto.

⁸ Le critère physique consiste à localiser la ville « blanche » sur un plateau ou sur une colline alors que le « village africain » se contentait des terres basses, parfois voisines des marécages. Le critère racial déterminait que les européens devaient occuper les bonnes terres donc les plateaux, le bord de mer et les africains les terres les moins bonnes dans les thalwegs.

⁹ Cette opposition se retrouve dans plusieurs études consacrées aux villes d'Afrique. Les géographes qui ont traité cette question avant les indépendances et la décennie immédiatement après ont parlé de ville blanche (occupée par les colonisateurs et qui était un espace très bien aménagé) et de ville des indigènes (réservée aux autochtones et aux africains) dont les aménagements apportés étaient sommaires. Au Gabon, Guy Lasserre a parlé de « ville blanche » et de « villages africains » ; au Cameroun, André Franqueville parle du « paysage urbain de Yaoundé » dans Cahiers d'Outre-mer (n° 82, avril – juin 1968). Plusieurs thèses ont également été soutenues sur le sujet. Ex : Marc Pain, 1979, « Kinshasa, écologie et organisation urbaine » ; Pierre Sirven, 1984, « La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi » ; Guy Mainet, 1981, « Douala : une grande ville africaine sous l'équateur, croissance et mutations de la métropole camerounaise ».

sa forme brutale et dégradante a disparu pour faire place à des paysages urbains plus hétéroclites¹⁰ où se mélangent les communautés nationales et étrangères¹¹, ainsi que les différentes strates de la population. Cependant, on trouve encore des foyers de survivance de ce phénomène le long du boulevard du bord de mer, aux Hauts-de-Guégué et à la sablière. Certains chercheurs pensent que le phénomène est toujours actif (BIGNOUMBA, 2013 : 43 & NGUÉMA, 2013 : 70-71). De fait, et de manière générale, le paysage urbain de Libreville reste fortement marqué par l'urbanisme colonial basé sur une ségrégation socio-spatiale entre ville « européenne » et ville « indigène » (POINSOT et SINOÛ 1982 : 346 p.). Les efforts réalisés en aménagement urbain par les gouvernements successifs pendant ces quarante ans, n'ont pas permis à l'Etat et à la mairie de Libreville de se débarrasser du modèle d'urbanisation hérité de la colonisation (laisser-faire, spéculation foncière, ségrégation spatiale, absence d'outils de planification urbaine) (NGUÉMA, 2013 : 71-72).

Les quartiers modernes planifiés

Les quartiers modernes sont ceux qui ont bénéficié d'un minimum d'aménagement : viabilisation, trottoirs, parcellisation, éclairage public, adduction d'eau et d'électricité. Les habitations construites en parpaings de ciment et en matériaux modernes (tôle bac, baies vitrées, etc.) ont bénéficié du savoir-faire des différents spécialistes du bâtiment. Parfois, elles présentent des styles architecturaux futuristes caractérisées par des formes géométriques variées. Il s'agit de logements spacieux sous forme de villas et d'immeubles. Les jardins sont couverts de pelouse et de fleurs. Un espace est réservé au parking. Un réseau routier dense et bitumé permet d'accéder aisément à toutes les habitations. Ces quartiers se distinguent par une cohérence urbanistique remarquable. L'absence de garages de fortune favorise une circulation fluide. Les réseaux d'eau et d'électricité sont sécurisés. Par ailleurs, le niveau d'hygiène est relativement élevé dans ces quartiers où les problèmes d'assainissement subsistent, mais à moindre échelle (évacuation des eaux usées, collecte des ordures, inondations, etc.), et où un effort particulier, en vue de leur éradication est réalisé. Les défaillances qu'on pourra déceler ici et là n'excluent pas qu'on parle de ces quartiers comme étant ce qui se fait de mieux dans l'organisation spatiale. A ce propos, on peut parler d'une politique urbaine nouvelle, plus moderniste, œuvre de deux générations de gabonais et d'africains en général qui ont davantage d'opportunités et d'ouverture vers l'extérieur. Dans une certaine mesure, on peut relier ce style architectural et urbanistique modernes à la politique de démocratisation et à la nouvelle génération d'hommes et de femmes qui veulent construire une ville moderne au Gabon. Même si on peut se demander s'il ne s'agit-il pas simplement

¹⁰ Ce caractère hétéroclite n'a pas mis fin à cette opposition, elle a plutôt contribué à atténuer le phénomène. Et d'ailleurs, en visitant Libreville, on découvre que la ville est subdivisée en petits îlots au sein desquels dominent des communautés ethnolinguistiques et certains types d'aménagement.

¹¹ À ce sujet, on pourra lire notre article : *La répartition des communautés linguistiques dans l'espace urbain de Libreville. Le plurilinguisme à Libreville*. Plurilinguisme 18, 183-204. CERPL. Université René Descartes (Zoo Eyindanga : 2001).

d'une transposition de l'ancien clivage ville blanche/ville africaine en ville des nantis/ville des démunis ? Les anciens « patrons » blancs des affaires ou de l'administration ayant cédé la place aux nouveaux riches autochtones, mais toujours selon le même mode d'enrichissement qui s'appuie sur une confiscation et un accaparement systématiques des ressources collectives. Toutefois, le paysage urbain auquel renvoient ces nouveaux quartiers laisse apparaître un cadre de vie organisé et construit, très loin de ce qu'on peut voir dans les quartiers situés à la périphérie et dans les quartiers populaires intra-muros.

Autrefois limités au seul noyau urbain central, ces quartiers s'étendent maintenant à la périphérie. Les plus frappants sont notamment le Centre-ville, le boulevard du bord de mer, Glass, Louis, Batterie Quatre, les 90 Logements, les Hauts-de Gué-Gué, la Sablière. Les Charbonnages, Angondjé et Damas. Leur population est formée de hauts cadres nationaux de l'administration publique et privée, de fonctionnaires des organismes internationaux, de diplomates, d'expatriés européens et de cadres des professions libérales. La préoccupation sécuritaire des habitants de ces quartiers est très élevée ; d'où la mise en place d'un dispositif intégrant des systèmes de surveillance avec caméra, sonnerie, vigiles et haute clôture. Dans le contexte gabonais où une bonne partie de la population vit dans la misère¹² et une minorité dans l'opulence, cette surprotection ostentatoire et même déplacée peut traduire les contradictions entre une politique annoncée d'urbanisation nationale et les mécanismes de discrimination générés par l'enrichissement illicite et la mauvaise gouvernance. Les nantis ont prospéré en maintenant l'autre partie de la population dans la pauvreté et plutôt que d'étendre les infrastructures d'urbanisation à l'ensemble de la population ils se retranchent dans des bunkers personnels qui ne font qu'accentuer le fossé social.

Les quartiers en développement anarchique¹³

Ces quartiers en cours de structuration sont marqués par un déficit en équipements qui se traduit aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Le réseau routier, équipement de base dans l'organisation d'un espace, présente plusieurs défaillances. Tantôt il est absent à l'intérieur de certains quartiers : la Sorbonne et Venez-voir (Zoo EYINDANGA 1997 : 43, 1999 : 15)¹⁴ ; tantôt il est dégradé et au stade extrême, le bitume disparaît totalement en laissant la place à des crevasses et des nids de poule. Ailleurs, les voies sont en latérite et systématiquement en mauvais état.

¹² On estime aujourd'hui que plus d'un tiers de la population gabonaise vit en-dessous du seuil de pauvreté et Libreville doit en abriter une bonne partie puisqu'elle accueille près de la moitié de la population du Gabon.

¹³ Nous avons utilisé le concept « anarchique » dans le titre afin de mieux faire passer notre message alors que dans le texte on trouve d'autres concepts tels que « en cours de restructuration », mais jamais nous n'avons fait usage du concept « spontané » qui est très répandu dans la littérature géographique qui aborde les questions d'aménagement urbain dans les pays en voie de développement. Son usage nous paraît abusif et ne reflète pas toujours la situation décrite ou analysée. Point de vue que nous partageons avec (Coquery 1988 : 80).

¹⁴ Plus de 90 % des habitants de ces quartiers n'accèdent pas à leur habitation par une route mais plutôt par une piste, ce que nous appelons « voirie quaternaire » (Zoo Eyindanga, 1997. L'aménagement d'une voirie quaternaire : le cas de Venez-Voir à Libreville. iBOOGHA 1, 35-58. LASCIDYL, ENS : Éditions du Silence.

Dans leur majorité, elles sont étroites et encombrées par le stationnement abusif, les garages de fortune, les marchés et le commerce informel. Deux types d'habitat dominant, celui en brique de ciment et celui en planches usinées ou encore l'association des deux, on parle alors de « demi-dur »¹⁵. Qualifié de précaire, ce type d'habitat représente environ 80 % du bâti urbain. Dans ces quartiers, l'adduction d'eau et d'électricité n'ont été que partiellement réalisées. De nombreux ménages en sont dépourvus, et s'approvisionnent chez les voisins moyennant un paiement. Ces branchements électriques hors norme présentent un réel danger pour les usagers¹⁶ (NGAWANDJI, 2013 : 182). Au problème de distance vient s'ajouter celui de la surcharge du compteur et des pertes liées au transport. Le courant ainsi obtenu est de faible intensité. L'approvisionnement en eau n'est pas sans contrainte, en ce sens que l'abonné principal (le propriétaire du compteur) impose que l'approvisionnement soit effectué à des heures précises. Les conduites d'eau sont exposées à une détérioration rapide parce qu'elles ne sont pas sécurisées, mais plutôt posées à même le sol, ce qui provoque leur rupture, au contact des chocs multiples tels le passage des véhicules et le piétinement. Les bornes-fontaines constituent une solution palliative, mais elles tendent à disparaître¹⁷. Le niveau d'hygiène publique est déplorable. Des latrines et des puits se côtoient dans de minuscules espaces. Les fortes averses qui tombent continuellement sur la ville nourrissent des rivières encombrées par les ordures ménagères, ce qui provoque de fréquentes inondations. La question du ramassage des ordures ménagères et de l'évacuation des excréta se pose en des termes avec acuité. Aucune action radicale, visant à trouver des solutions définitives, n'est prévue à court ou à moyen terme ; dans ce contexte, on peut parler du « péril fécal »¹⁸. La population s'expose aux risques bactériologiques et sanitaires par la contamination des puits et des rivières, par des eaux usées sanitaires (NGAWANDJI, 2013 : 189-190) et des latrines situées à proximité des cours d'eau ou par des excréta jetés directement dans les canalisations et les cours d'eau.

¹⁵ Un habitat en demi-dur associe à la fois les briques de ciment et les planches usinées. On trouve, de plus en plus dans ces quartiers, des villas modernes qui n'ont rien à envier à celles qu'on trouve dans les quartiers structurés, mais leur éclat est affaibli ou amoindri par l'état général de l'environnement du quartier.

¹⁶ Un compteur est normalement fixé sur le mur de la maison de l'abonné, mais il arrive que le demandeur d'un branchement ne l'obtienne pas. La cause principale du refus est l'absence d'un poteau électrique à proximité de la maison. Dans ce cas, le demandeur contourne la difficulté en faisant poser le compteur sur le mur de la maison d'un voisin dont la maison est située à côté du poteau électrique. L'étape suivante consiste à relier le compteur à la maison de l'abonné. Cette distance est longue et dépasse toujours 100 m. Le transport ainsi réalisé se fera sur une longue distance et de manière rudimentaire à l'aide de simples poteaux en bois. Ces structures ne supportent pas la charge et croulent sous le poids des fils de courant. Il en résulte donc que les fils de courant pendent à la hauteur des têtes des piétons, des toits des véhicules et parfois ils traînent à même le sol et donc à la portée des enfants ; d'où le risque d'électrocution qu'ils représentent.

¹⁷ La tendance actuelle est à la fermeture de ce mode d'alimentation en eau, la municipalité avance comme argument l'insuffisance de moyens financiers. Cette décision contraste avec la situation sociale décadente dans laquelle vivent de nombreux gabonais.

¹⁸ Le traitement des eaux usées issues des fosses septiques pose un grave problème d'hygiène publique parce que celles-ci sont dans bien des cas évacuées directement dans la nature et sans avoir subi un traitement adapté.

Hormis leur exigüité et leur entassement sur des sites inadaptés, leur sous-équipement généralisé s'ajoute pour mieux étaler l'insuffisance qualitative et quantitative des quartiers en cours de structuration. Ces quartiers sont la conséquence du laisser-faire qui caractérise l'urbanisation de Libreville. L'absence de lotissement a conduit les populations à occuper illégalement le moindre lopin de terre vacant ; peu importe les conditions d'hygiène et d'assainissement. Les transactions foncières de tout genre ont lieu entre différents acteurs (particuliers, chef de quartier, et même des agents d'état indélicats) sur des terres non viabilisées et dépourvues d'équipements de base. Nous sommes en présence d'« un état inopérant dans tous les domaines, aussi bien dans la production de logements, la planification urbaine que la gestion des sols » (MADÉBÉ, 2007 : 103). La non-application des trois premiers Schémas Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) élaborés sur Libreville (1939, 1962, 1965) qui devaient donner à la ville un paysage plus harmonieux, plus cohérent aussi bien sur le plan spatial que social a renforcé l'impression de désordre et d'anarchie qui se dégage à la vue de Libreville (BIGNOUMBA, 2013 : 43 & Engo ASSOUMOU, 2007 : 159). Mombo et Edou soulignent aussi l'inexistence et l'absence des instruments de planification (SDAU et POS¹⁹) en vue d'un meilleur contrôle de l'espace urbain (2007 : 213). Jusqu'à ce jour la ville n'a pas de SDAU et attend la validation du quatrième SDAU par le gouvernement ; les frontières entre les différents quartiers n'existent pas (NDONG MBA, 2006 : 277)²⁰. Les communes, faute de moyens, ont démissionné et laissé la charge à la mairie de Libreville qui centralise tous les pouvoirs. Il en résulte une gestion approximative de la capitale (Engo ASSOUMOU, 2007 : 159).

La situation est tellement accentuée qu'elle a donné naissance à une véritable mythologie, voire à une conscience identitaire qui se caractérise par la création de néologismes, de régionalismes affectés aux dits-quartiers. A Libreville, ils portent le nom de matitis, de mapans, comme ailleurs ils sont des bidonvilles, des favelas, des townships, etc. Ils font à tel point corps avec la réalité librevilloise qu'on les retrouve au cœur de la création artistique, musicale, littéraire, plastique, etc. C'est que le chansonnier d'envergure internationale Pierre Akendengué n'a pas craint de chanter le Carrefour Rio, alors que des auteurs comme Hubert-Freddy Ndong Mbeng (Les matitis), Ludovic Obiang (On a perdu Monsieur Paul), Jean Divassa (Le roi de Libreville), Laurent Owondo (Au bout du silence), pour ne citer qu'eux, ont fait du sous-quartier le thème central ou secondaire de leur récit.

Et les restitutions effectuées par ces auteurs, malgré certaines boursoufflures ou certaines exagérations, possèdent une telle valeur documentaire (née probablement de l'empathie qu'ils éprouvent pour les défavorisés) qu'il est possible de rendre compte de la dégénérescence de ces quartiers par la seule lecture des textes.

¹⁹ POS : Plan d'Occupation du Sol.

²⁰ Les données statistiques ne sont pas actualisées et celles qui existent sont difficiles à obtenir. En l'absence de données officielles récentes, le recours aux données anciennes permet tout de même d'avoir une lisibilité dans le temps des phénomènes qui nous préoccupent.

Ainsi, pour Mongo Beti, parlant de Yaoundé en des termes qui sont valables pour Libreville, les pluies fréquentes qui arrosent la capitale accélèrent le pourrissement des planches. Elles forment de profonds lacs qui noient les chaussées et empêchent la circulation automobile, (Mongo BETI 2001 : 93). De même, Ludovic Emane Obiang note que sur certains toits de Libreville, des grosses pierres, des pneus de voiture et des parpaings retiennent les tôles vieilles et rouillées afin qu'elles ne soient pas arrachées par les violents orages qui s'abattent dans la ville (Emane OBIANG, 2001 : 53). Les habitations sont construites partout où se présente le moindre espace libre, peu importe sa configuration, sur les flancs des collines, sur les abords immédiats des cours d'eau et dans le cas extrême, dans les lits des rivières, l'urgence et la nécessité faisant loi : « [...] comme si nous avions eu la possibilité de choisir, alors que nous avons dû prendre ce qui restait, le peu que Libreville nous cédait et que nous payions au prix fort, celui de notre décence et de notre dignité » (Emane OBIANG, 2001 : 54).

Et que dire de la fameuse évocation par Laurent Owondo²¹ (1985), prix Senghor 1987, de Petite Venise., paraphrase à peine voilée du quartier appelé Petit Paris :²²

« Petite Venise là, étalée devant lui, rien de plus que ce qu'il voyait : une terre coincée entre les collines et un vaste champ où les racines aériennes des palétuviers s'enchevêtraient au-dessus de l'étendue boueuse ; un quartier dans un creux, sans horizon, où s'agglutinaient dans le désordre des constructions de fortune faites de matériaux hétéroclites. Du contreplaqué aux branches du palmier, en passant par les caisses, les bidons et les fûts ayant contenu des produits venus d'au-delà des mers, tout ce qui pouvait à moindres frais protéger de la pluie, du soleil et du vent entraînait dans cette architecture branlante. [...] »

Et toujours cette nuée d'enfants courant pieds nus à l'heure où le soleil assis au milieu du ciel jouait avec les morceaux de verre épars. Et toujours les chiens faméliques reniflant on ne savait quel trésor sur le sol jonché de détritiques et où montait, avec l'odeur de la boue, celle d'un cadavre en décomposition venant se mêler aux fumets des sauces. » p. 62-63.

Ainsi, la fiction littéraire restitue la réalité de Libreville, celle qui veut que plus de 80 % du bâti n'est pas loti et accueille aussi 80 % de la population des quartiers populaires. Dans les quartiers sous-intégrés des PK 6, 7, 8 et 9, Mambani note que 2 à 3 % seulement des habitants possèdent des titres fonciers (2013 : 198). Bignoumba « La voie officielle d'acquisition d'une parcelle est très longue, complexe », (2013 : 43), et au bout du compte aucune assurance de l'obtenir.

²¹ L. Owondo, *Au bout du silence*, Paris, Hatier, Coll. « Monde Noir Poche », 1985, pp. 62-63. On est toutefois encore loin des degrés d'insalubrité et de pauvreté que l'on enregistre dans les bidonvilles de Rio de Janeiro au Brésil, de Cañada Real Galiana en Espagne, de Dharavi à Mumbai en Inde ou encore dans le Township de Soweto en Afrique du Sud. Mais, il faut quand même souligner que, depuis quelques années, la principale décharge de Mindoubé (Sud-Est de Libreville) a attiré une population qui vit de la récupération et qui a aménagé autour des amoncellements de détritiques une véritable « cité de la joie ».

²² Petit Paris est un quartier populaire de Libreville, un bidonville qui est cerné par les quartiers Mont-Bouët, Akébé-ville, Likouala Moussaka, Derrière l'Hôpital et Nombakélé. Il abrite le stade Omnisport président Bongo.

Par ailleurs, 5 à 10 ans et 130 visas sont nécessaires pour faire aboutir un dossier de demande de titre foncier renchérissement Bignoumba et Ndong-Mba, (2013 : 43, 2007 : 36). Par contre, on l'obtient plus facilement par les voies détournées (ethnique, parentale, coutumière, amicale, politique, etc.). Cette difficulté extrême a découragé les gabonais qui pensent finalement que seuls « les grands types »²³ ont droit à ce sésame. La majorité n'y croit plus, et même les actions d'éclat du président ne les rassurent plus²⁴.

En définitive, il s'agit des quartiers qui n'ont pas fait l'objet d'un plan d'aménagement préalable. Les populations tentent d'appivoiser l'espace, mais sans moyens financiers conséquents et sans l'aide des pouvoirs publics, on aboutit donc à des aménagements sommaires, simples émanation d'une juxtaposition de projets individuels. L'absence de parcelles les a conduit droit vers des terres non viabilisées et difficiles à mettre en valeur. La pression démographique et la pauvreté ont définitivement scellé le destin de ces quartiers et projeté l'image d'un chaos urbanistique (BÉKA BÉKA, 2013 : 95). Ce paysage est surtout présent à la périphérie de la capitale (Venez-voir, Plein Ciel, Rio, Atsibi Ntsos, Sorbonne, Cocotiers, Nkembo, etc.), mais il est aussi repérable dans le noyau central de la ville (Derrière l'hôpital, Petit Paris etc.). Ces quartiers se caractérisent par une très forte densification qui les rapproche par certains aspects de l'état de ghettoisation, avec son corolaire la marginalisation des populations qui y vivent (BOUYOU, 2007 : 89). De fait, les quartiers en cours de structuration sont en partie peuplés par des cadres moyens nationaux de l'administration et du secteur privé²⁵, mais aussi par des membres de toutes les autres couches socioprofessionnelles. Il s'agit d'une population hétéroclite au sein de laquelle se trouve une importante communauté africaine qui exerce majoritairement dans le secteur des petits métiers²⁶. Comment donc expliquer l'émergence de cette configuration spatiale spécifique ?

²³ Expression typiquement gabonaise qui désigne la classe dirigeante et tous les privilégiés qui gravitent autour d'elle.

²⁴ En accédant à la magistrature suprême en 2009, le président actuel avait décidé de restaurer l'autorité de l'Etat dans plusieurs domaines et, pour cela, il a démis de leurs fonctions tous les responsables du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre. Il s'en est suivi la création de l'agence d'urbanisme qui est une structure spécialisée dans la gestion des questions foncières à Libreville. Si cette dernière a introduit des nouvelles méthodes de travail, il reste que les gabonais attendent beaucoup d'elle.

²⁵ Au Gabon, la classe moyenne est très faible au point qu'on n'en parle pas trop souvent. Le processus de paupérisation est tel que cette classe socioprofessionnelle est progressivement aspirée par la classe la plus faible.

²⁶ À ce propos voir notre communication sur « la répartition des communautés linguistiques à Libreville » Zoo Eyindanga, R.C. (2001). La répartition des communautés linguistiques dans l'espace urbain de Libreville. Le plurilinguisme à Libreville. *Plurilinguismes* 18, 183-204. CERPL. Université René Descartes.

Le processus de la dégénérescence physique

La dégénérescence physique n'est pas un phénomène *ex nihilo*. Elle résulte de la dynamique produite par la combinaison de plusieurs éléments qui aboutit à la modification des paysages urbains d'un quartier. Il est certes possible de décrire la dégradation du cadre physique²⁷, mais celle-ci constitue un indice d'une transformation du tissu social²⁸ ne serait-ce que parce qu'elle indique que la population n'a plus les moyens d'entretenir l'état des structures.

Les mouvements de population et leurs méfaits

L'observation des quartiers de Libreville nous montre au fil des années, une dégradation du bâti et du paysage urbain en général. Ce processus intervenant dans une temporalité plus ou moins longue, il importe pour saisir le phénomène, de prendre en considération les effets conjugués d'une certaine mobilité sociale des premiers habitants, de la densification de la population sous l'effet, d'une part, de l'immigration et, d'autre part, de l'exode rural ainsi que la quasi absence d'une politique urbaine menée par la commune de Libreville. La densification de la population dans certains quartiers de Libreville s'est effectuée progressivement, mais il est certain que les conditions économiques qui y prévalaient en ont fait un pôle d'attraction puissant tant pour les enfants issus du milieu rural que pour les Immigrés. Les individus s'installent à Libreville selon des motivations variées et complexes, liées à des valeurs culturelles ou à des mécanismes sociologiques, etc. Mais d'emblée se pose pour les nouveaux arrivants la question de leur installation et ils vont déployer une panoplie de stratégies pour y remédier. Certains envahissent des terrains vagues et construisent des abris de fortune, d'autres s'installent dans les quartiers existants, en location chez un ancien riverain ou, provisoirement, chez un parent. Concernant les populations d'origine ouest-africaines, elles choisissent parfois de se regrouper entre elles en louant collectivement une maison. C'est ainsi que va s'amorcer progressivement une densification de la population qui, en fonction de ses valeurs et de ses manières de voir le monde, va initier une série de pratiques sociales dont les effets à long terme se feront sentir sur la qualité des structures matérielles. En effet, les nouvelles populations, soit par la pression de la précarité, soit par la transposition de leur mode de vie originelle se préoccupent à peine de la salubrité et encore moins de l'esthétique de leur cadre de vie immédiat.

²⁷ Par environnement physique, il faut comprendre l'état physique de la maison (les murs, les installations sanitaires, la cour, l'état de la chaussée, etc). L'environnement social désigne le niveau socio-professionnel des chefs de famille, celui-ci a des répercussions sur les occupants de la maison et sur la transformation du cadre de vie dans le sens de l'amélioration ou dans celui de la dégradation.

²⁸ L'action des habitants du quartier peut ralentir ou accélérer le processus de dégénérescence du quartier. Elle consiste en l'organisation des opérations retroussons les manches, par la mise en place d'une association des riverains de quartier dont l'objectif sera de maintenir leur quartier propre, de veiller au bon fonctionnement des équipements (eau, électricité, assainissement, éclairage public, etc.). Mais leur apathie pourrait contribuer à produire l'effet contraire.

Dès lors, une partie des premiers habitants va délaisser son quartier pour s'installer ailleurs. Certains d'entre eux vont conserver leurs titres de propriété et mettre la maison en location. Mais dans ce cas, ils peuvent difficilement contrôler l'usage qu'en font les locataires qui, généralement vivent en grand nombre dans ces maisons, exerçant de ce fait une grande pression sur les équipements tels que les poignées de porte, les interrupteurs, les prises de courant, la plomberie. Par ailleurs, bien souvent, les locataires ne se soucient pas d'entretenir la concession et son environnement immédiat. Il est également possible que le propriétaire soit sollicité afin de prêter une partie du terrain à une activité commerciale²⁹. C'est ainsi que graduellement vont s'installer dans le quartier de petits commerces (cordonnerie, atelier de coiffure, buanderie, débit de boissons, etc.) et que l'on voit apparaître des vendeurs ambulants.

Libreville est divisée en six arrondissements et donc en six municipalités, mais ces dernières n'ont pas un réel pouvoir de décision et de gestion de leur territoire. L'essentiel du budget est géré par la mairie centrale qui concentre tous les pouvoirs. La promulgation de la loi 15/96 relative à la décentralisation avait laissé croire que le Conseil municipal allait désormais avoir une autonomie dans plusieurs domaines tels que juridique, et décider des choix à faire dans le domaine foncier, la santé, la voirie, la sécurité, l'éducation, l'aménagement... Mais ce désengagement du pouvoir central au profit des collectivités ne sera pas suivi d'un transfert de moyens humains, financiers et juridiques (Mba ABESSOLO, 2006 : 301)³⁰. Le pouvoir central garde toujours la main mise sur les finances. Le processus de décentralisation énoncé dans les années 90 ne donnera pas plus de liberté et d'action aux communes en vu de décider de leur destin. Le budget d'investissement que leur concède la mairie de Libreville est insuffisant. Les relations entre la mairie, les communes et le pouvoir central sont marquées par des conflits de compétence, de juridiction et de finance (NGUÉMA, 2007 : 85) ; d'où les difficultés que rencontrent les communes pour atteindre leurs objectifs. Les budgets alloués vont pour l'essentiel au paiement des salaires et au fonctionnement. La conséquence est le « laisser-faire » qui marque le paysage de Libreville, avec un faible impact sur l'organisation et l'aménagement des communes. Les infrastructures matérielles n'ayant pas été prévues pour accueillir une aussi grande population seront sollicitées au-delà de leurs capacités réelles.

La dégénérescence physique

La dégradation du cadre physique est l'aspect le plus visible de ce processus social complexe. Elle se manifeste doublement : d'une part, par la détérioration de l'habitat, et d'autre part, par celle de l'espace public commun à tous les habitants d'un quartier. À l'intérieur de la maison, les installations d'électricité, d'eau,

²⁹ Le commerçant devra verser au propriétaire du terrain, chaque fin du mois, une somme d'argent qui aura été fixé par les deux parties.

³⁰ M. Mba Abessolo est un Ancien maire de Libreville, il est issu du Rassemblement National des Bucherons (RNB) parti de l'opposition.

des sanitaires, ainsi que le revêtement du sol, les portes et les fenêtres s'usent rapidement, faute d'entretien et de renouvellement. Ainsi peut-on trouver dans certaines habitations aussi bien des fils électriques complètement dénudés, habituellement protégés par un revêtement en plastique et incrustés dans le mur, que des prises électriques sorties des murs et des rallonges qui transportent l'électricité d'une pièce à l'autre et dans certains cas d'une maison à l'autre³¹. Les conduites d'eau et les robinets sont détériorés ; parfois, dans un logement, un seul robinet sert tous les occupants. L'eau est transportée dans des récipients d'une pièce à l'autre. Les canalisations sont bouchées, les eaux usées de la cuisine et de la salle de bain sont alors recueillies dans un récipient et évacuées à l'extérieur par la fenêtre. Les murs, les portes et les plafonds sont percés par les rats, ce qui facilite leur circulation dans les maisons. La dégradation de l'habitation est également notable à l'extérieur. La peinture perd de son éclat et la couleur d'origine n'est plus reconnaissable. Elle vire désormais vers un gris à dominante noir et se décolle par plaques entières. De même, le portail qui autrefois était fermé en permanence ne l'est plus quand il n'existe même plus à certains endroits. Dans cette concession, la pelouse n'est plus entretenue régulièrement, et ses habitants la piétinent toute la journée ; ailleurs, elle est transformée en terrain de sport. Partout, quand elle existe, elle tend à disparaître sur certaines parties de la cour³². Les canalisations qui servent à l'évacuation des eaux usées sont bouchées et parfois cassées, les fosses chargées de les recevoir sont pleines et dysfonctionnelles. Le mauvais état de ce dispositif fait qu'une bonne partie des effluves se dépose à l'air libre, avec une forte probabilité d'engendrer des risques sanitaires importants, surtout chez les enfants.

La tradition d'une famille africaine réputée élargie révèle dans ces quartiers l'exiguïté de l'habitation ; ce phénomène conduit, dans de nombreux cas, à la réalisation des travaux d'extension de l'habitation par le rajout de plusieurs pièces. Ces travaux ne sont généralement pas réalisés par des spécialistes du bâtiment, mais par des petits tâcherons formés sur le tas et sans une solide formation professionnelle. Leur seule force réside dans la volonté d'exercer un métier afin de faire vivre leur famille. En somme, ils permettent de parer au plus urgent sans se préoccuper de l'esthétique et de la sécurité. De plus, ils sont soutenus par de modestes moyens financiers. D'autant que la modestie des moyens financiers empêche le respect strict des normes en matière de construction. Dans la plupart des cas, les travaux de finition ne vont pas à leur terme. Il en résulte donc un profond contraste avec l'aménagement initial, rompant ainsi l'harmonie du quartier.

³¹ À Libreville, les ménages qui ne sont pas directement alimentés par la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) recourent à l'aide du voisin, moyennant évidemment une contrepartie financière plus ou moins raisonnable.

³² Au début, la pelouse faisait l'objet d'une attention particulière, mais, peu à peu, les riverains commencent à marcher sur elle, et les enfants à leur tour en font un terrain de football. Autant de pratiques qui vont contribuer à sa disparition.

Comment expliquer qu'autant de personnes aient accepté de vivre dans une si grande fragilité ou selon une telle logique de précarité ? Nous pensons que, parmi toutes les motivations possibles, la peur d'être déguerpé par la mairie ou par l'Etat, pour défaut de titre foncier, en est l'une des principales raisons. En effet, comment construire une belle maison, comment investir de manière couteuse et durable lorsque pèse sur vous la menace d'être à tout moment exproprié, entièrement ruiné, et exposé à la dérive ? A travers cette politique de confiscation des terres, les hommes politiques qui agissent au nom de l'Etat sont restés potentiellement maîtres des terrains de Libreville au point de créer un sentiment d'insécurité chez leurs citoyens, de les transformer en éternels squatters, en apatrides éternels.

Mais, la dégénérescence physique va au-delà de l'habitat lui-même, pour s'étendre aux espaces communs. L'état de la route et les problèmes liés à l'assainissement sont quelques-uns des signes de vieillissement des espaces communs. La couche de bitume se décolle progressivement, entamant toute la rue au bout de quelques années (voir photos 1 & 2). L'hygiène du quartier est ainsi mise à mal avec l'envahissement de la végétation sauvage sur les terrains qui ne sont pas encore mis en valeur, sur les bas-côtés ou les accotements de la route. Les routes de Libreville ne sont pas toutes équipées en trottoirs. Cet équipement lorsqu'il existe se distingue par sa discontinuité et son double visage³³. Ainsi, un même axe routier peut alterner des tronçons équipés de trottoir et des tronçons complètement dépourvus. La présence des trottoirs diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du Centre-ville, des quartiers modernes et des lotissements alors que dans les quartiers périphériques et populaires ils se font rares ou complètement absents. Dans le même temps, les conduites d'eaux usées ne fonctionnent plus correctement et les eaux ne parviennent plus aux fosses. Ainsi comprimées, elles se libèrent en empruntant d'autres voies et s'écoulent sur la chaussée ou sur les terrains vagues. Les ordures ménagères ne sont plus collectées régulièrement et jonchent le sol. D'une manière générale, un nouveau type de rapport à l'espace s'installe entre les populations et leur environnement immédiat. Toutefois, ce processus de dégénérescence n'est pas identique dans tous les quartiers, il présente des variantes plus ou moins importantes telles que nous allons le voir dans les sections qui suivent.

³³ A Libreville, le trottoir offre un double visage ; tantôt il est aménagé tantôt il ne l'est pas. Ce que nous désignons par « trottoir aménagé » correspond au trottoir construit dans les règles de l'art. « Le trottoir non-aménagé » est celui qui n'a pas bénéficié d'aménagement spécifique ou qui a été élaboré sommairement (le revêtement est en terre ou une fine couche de bitume et parfois du gravier relié par des liants bitumeux). La rareté et l'absence des trottoirs sur les routes les plus récentes et sur celle qui ont un rôle structurant, déterminant (boulevard triomphal, voix express) laissent penser qu'ils ne sont pas obligatoires dans la construction de la chaussée.

3. Illustration des manifestations de la dégénérescence physique dans quelques quartiers de Libreville

Nous avons décrit d'une manière générale le processus de dégénérescence physique du paysage urbain de Libreville. Nous proposons de comprendre comment il se manifeste concrètement dans certains quartiers. Nos analyses ne s'appuient pas sur un ou deux quartiers, mais elles intègrent l'ensemble du tissu urbain, y compris les quartiers qui, pendant longtemps, ont fait partie des plus beaux paysages de la capitale avant de connaître une trajectoire déclinante. Comment comprendre qu'un tel phénomène ait pris tout le monde de court ? Les manifestations de la dégénérescence sont nombreuses, même si certaines sont plus visibles que d'autres. Les analyses qui suivent reviennent sur les aspects les plus marquants de ce processus dans la ville de Libreville.

La dégradation de la voirie

La route est un élément structurant qui donne forme et vie au quartier. Une route en bon état, avec un maillage dense, restitue la beauté d'un quartier et des paysages urbains. Des rues larges, bitumées, sans nids de poule, dotées de trottoirs et d'éclairage public jouent un rôle primordial dans le statut d'un quartier, en ce sens qu'elle attire des populations aisées et permet une bonne circulation des automobiles de différents usages (police, gendarmerie, pompiers, camion de ramassage des ordures ménagères...). La route est d'une grande souplesse parce qu'elle permet de se déplacer facilement et librement à l'intérieur d'un espace en reliant tous les secteurs géographiques. De par ses qualités, elle constitue incontestablement un élément de valorisation des quartiers par le biais des échanges qu'elle suscite entre eux, et une clé fondamentale à l'implantation d'activités variées (Engo ASSOUMOU, 2013 : 133). La fonction sécuritaire qu'elle joue auprès de la population et de leurs biens est aussi indéniable. L'importance de la rue montre la dynamique sociale de la ville ; en somme, le destin de la ville est lié à celui de la rue (POÈTE, 1984 : 200).

A contrario la dégradation de la voirie annonce la dégénérescence d'un paysage. Le processus de dégradation débute toujours par le décapage du bitume, ce qui laisse place à des petits trous ou nids de poule. Si rien n'est fait pour les colmater, sous la double pression des automobiles et de l'érosion pluviale, ces trous vont grossir. A Batterie Quatre, le réseau routier est dégradé à certains endroits. Le quartier Akébé-ville, l'une des premières cités du Gabon, est un cas extrême parce que, des tronçons entiers de la voirie tertiaire ont perdu leur bitume (voir photos 1 & 2). La dégradation est telle que certains propriétaires immobiliers en ont profité pour étendre leur domaine en grignotant la route. (voir photos 1 & 2). Profondément abimée, voire éventrée, la voirie est devenue très étroite et renvoie au visiteur l'image d'une cité abandonnée. Certaines maisons et parties du quartier ne sont plus accessibles en voiture³⁴ (photos 1 & 2). Akébé-ville et Batterie Quatre sont deux quartiers qui ont marqué fortement la conscience des librevillois, en ce sens qu'ils

³⁴ Le déplacement d'un véhicule est ralenti par le mauvais état de la route. A certains endroits, il ne reste plus qu'un couloir qui permet juste le croisement entre deux piétons.

datent des années soixante et étaient destinés à l'élite nationale et étrangère. Akébé-ville offre encore, par endroit, un charme qui témoigne de son passé, alors que d'autres secteurs ressemblent à des ghettos. Les familles gabonaises qu'on y trouve sont en majorité issues des classes moyennes avec une forte tendance à la paupérisation. Les communautés étrangères, pour la plupart des commerçants, sont fortement représentées (Nous sommes au voisinage du plus grand marché du Gabon), elles sont généralement locataires mais avec une tendance à devenir propriétaires, par rachat d'anciens sites ou par un système de baux plus ou moins licites. La proximité du marché Mont-Bouët³⁵ et la pression des quartiers populaires environnants tels que Petit Paris, Venez-Voir, Akébé-Bellevue, Akébé-Plaine ont déteint sur Akébé-ville au point de lui contaminer leur type d'environnement³⁶.

Dégénérescence de la voirie au quartier Akébé-ville



Photo 1 :

Dégradation avancée de la voirie. Décollage du bitume. Processus de ravinement. Empiètement de la route par des constructions. Disparition des trottoirs. Routes sans issue, elles ont cessé depuis longtemps d'être fréquentées par les automobilistes. (Akébé-Ville).



Photo 2 :

Source : Zoo Eyindanga (avril 2015)

³⁵ Il suffit de lire notre article intitulé « La localisation des marchés à Libreville ou l'affrontement entre deux logiques » pour comprendre les effets dévastateurs du marché Mont-Bouët sur les quartiers environnants (A paraître).

³⁶ Il faut souligner que le départ des premiers propriétaires a laissé place à des générations au statut social plus modeste. La proximité des quartiers populaires et du marché Mont-Bouët contribuent à l'effacement des traits qui, autrefois, ont fait la grandeur de ce quartier.

L'assainissement

Le manque d'assainissement est un des signes les plus visibles de la dégénérescence d'un quartier, après la dégénérescence physique. La défaillance du système d'assainissement se remarque par la présence des tas d'immondices dans les rues, des caniveaux bouchés, des eaux usées qui coulent sur la chaussée, des touffes d'herbes qui envahissent les bordures de route et les terrains vagues.

Les ordures ménagères

Les habitants des quartiers doivent se débarrasser des immondices dans les bacs à ordures placés en bordure de routes, la collecte est maintenant assurée par la société Averda qui a succédé à la Société de Valorisation des Ordures du Gabon (SOVOG)³⁷. La qualité de service offert par la SOVOG n'a pas cessé de se détériorer au fil des années. Des solutions palliatives les plus extraordinaires seront trouvées telles que la création de petites décharges informelles³⁸ dans chaque quartier ou îlot. C'est ainsi qu'aux Trois quartiers, derrière le bâtiment situé au centre, un grand dépôt d'ordures y a été créé ; aux 90 logements, les abords de la voie principale ont été transformés en une décharge ; au PK 6, derrière l'immeuble Beyrouth, une mini décharge est née. Les quartiers chics d'autrefois sont aussi envahis par des hautes herbes. L'augmentation de la quantité des ordures ménagères va de pair avec la croissance démographique et la multiplicité des activités commerciales. En effet, les petites activités commerciales telles que la vente des arachides, des glaces dans des tubes en plastique et d'eau dans les sachets, des yaourts et des boissons de fabrication locale dans des bouteilles en plastique sont de grandes productrices de déchets. Après consommation, les clients se débarrassent des emballages en les jetant à même le sol, dans les espaces publics et les cours des concessions. Dans le même temps, la municipalité ne s'est pas suffisamment dotée de moyens. On estime à 38 % les ménages qui sont desservis par la société de collecte des déchets ménagers. Et où vont les ordures des 62 % de ménages ?

Les caniveaux

L'absence d'entretien régulier caractérise les caniveaux de Libreville. Dans certains quartiers, on observe que les ordures de toutes sortes remplissent les caniveaux au point de déborder en surface, de sorte que ces infrastructures ne parviennent plus à assurer l'évacuation des eaux usées domestiques et pluviales. Cette situation particulièrement est remarquable au Centre-ville, non loin de l'Union Gabonaise des Banques (UGB), au boulevard triomphal entre la Banque des Etats de l'Afrique

³⁷ En plus d'Averda, d'autres nouveaux prestataires, des petites structures ont vu le jour.

³⁸ Cette situation est dangereuse à court terme car ce type d'infrastructure doit être situé loin des zones d'habitation, cela en raison des risques sanitaires qu'il représente. Avant de céder la place à Averda, la SOVOG a eu recours à la sous-traitance. Dans la ville, on voit de nouveaux acteurs dotés de camions de marque Canter collecter les ordures ménagères. Les mois d'août et de septembre ont atteint des pics de cumuls des ordures en bordures des routes ; à certains endroits les populations ont dû recourir au feu pour détruire les ordures, mais cette technique libère des fumées toxiques et dangereuses surtout pour les enfants, les personnes âgées et les personnes qui souffrent des maladies respiratoires. Le gouvernement a dû réquisitionner le génie militaire et la sécurité pénitentiaire afin de suppléer la SOVOG.

Centrale (BEAC) et le Ministère des mines, à la cité Damas, mais également à la zone industrielle d'Oloumi et à la montée de Louis, etc. Il s'agit en majorité des caniveaux en béton ouverts, ce qui facilite leur transformation en dépôt d'ordures³⁹ ou en lacs de boues qui sont transportées par les eaux de pluie. La conséquence immédiate de ce dysfonctionnement est la montée des eaux qui se termine par des inondations. Par ailleurs, le mélange d'ordures et d'eau stagnante produit des puanteurs et constituent des nids de production de larves de moustiques⁴⁰ et de bien d'autres micro organismes qui sont susceptibles de provoquer des maladies.

Les eaux usées

Libreville n'a pas un réseau d'égout. Les eaux usées et eaux-vannes, les excréta sont directement évacuées dans de simples fosses ou fosses septiques. En 2005, 28 % de la population utilisait les WC avec entrainement des matières, 69 % des latrines ou fosses rudimentaires privées ou communes, 3 % sans structures sanitaires (MOMBO & EDOU, 2007 : 204)⁴¹. Mais, il arrive parfois que les eaux usées issues de la cuisine, de la salle de bain et de la buanderie soient déversées directement dans les caniveaux, dans les cours d'eau ou dans les terrains vagues. En 1983, 70 % des ménages évacuaient leurs eaux usées domestiques dans une flaque, 15 % dans une rivière, 13 % dans un égout et 2 % dans un puisard (Livre blanc de Libreville)⁴². Les fosses septiques sont pour la plupart défectueuses et sont construites par de simples maçons au lieu de faire appel aux techniciens des services d'hygiène et d'assainissement. Elles se fissurent rapidement, libérant des effluves à l'odeur pestilentielle et laissant échapper leur contenu à l'extérieur⁴³. Dans certains cas, elles sont pleines et débordent, en attendant l'opération de vidange qui est censée être effectuée une, deux à trois fois/an. Mais rares sont les ménages qui s'y conforment. La situation ainsi décrite est loin d'être un phénomène exceptionnel à Libreville, tant on peut l'observer à travers toute la ville. Face à l'inertie des pouvoirs publics, on peut craindre le risque majeur que représentent les eaux souillées sur la santé publique⁴⁴. Concernant l'assainissement, Libreville a pris du retard. Il faut signaler que l'idée de doter Libreville d'un Schéma Directeur d'Assainissement

⁴⁰ En effet, lorsqu'un caniveau est ouvert, on s'aperçoit facilement qu'il est encombré d'ordures, ce qui gêne son fonctionnement. Ce type de conception devrait pourtant faciliter leur entretien puisqu'il ne nécessite qu'un matériel simple tel que pioche, pelle et râteau, etc. Mais il n'en est rien.

⁴¹ La pique de l'anophèle, femelle du moustique, entraîne le paludisme, première cause de mortalité en Afrique.

⁴² En 2003 (PRONECO) ces pourcentages correspondaient à 30 %, 67 % et 3 % ; en 1992 (Cellule Enquêtes-Budget-Consommation) : 24 %, 73 % et 3 % ; en 1983 (Livre blanc Estuaire) : 17 %, 70 % et 2 %.

⁴³ Sans tomber dans un pessimisme primaire et vu la persistance d'une urbanisation par le laisser-faire, il est fort probable que ces pourcentages ne se sont pas améliorés mais au contraire augmenté.

⁴⁴ A Libreville, la gestion des eaux usées issues des fosses septiques est un problème d'hygiène publique. De nombreux ménages, faute de moyens ne possèdent pas les infrastructures appropriées et s'en séparent de la manière la plus élémentaire et dangereuse (rejet dans la nature). Cette question fait l'objet d'une recherche actuellement réalisée par notre collègue Brigitte Ngawandji.

(SDA) remonte à l'année 1977. Trente huit ans plus tard, on estime que les aménagements réalisés ne représentent que 10 % des besoins estimés⁴⁵. La ville entière souffre de l'insuffisance d'assainissement au point où les eaux-vannes sont déversées à la décharge municipale de Mindoubé, destinée aux déchets solides (MOMBO & EDOU, 2007)

La qualité du bâti

Les beaux quartiers ont aussi une histoire qui est perceptible à la fois dans l'évolution du bâti que dans l'organisation spatiale. Ce processus historique produit un nouveau paysage qui peut conduire à la dégénérescence sous trois aspects différents. Le premier aspect consiste en l'agrandissement de la structure existante par rajout des dépendances à l'arrière ou sur le côté du bâtiment principal. Cette extension est consécutive à l'élargissement de la famille qui ne se suffit plus dans la maison initiale. Le deuxième aspect passe par l'éveil d'une conscience de commerçant. Cela se manifeste par la construction de locaux à usage commercial, mais aussi par la transformation d'une partie de la maison d'habitation pour servir de local de commerce. Aux Charbonnages, ce processus est bien avancé. Ces nouveaux aménagements visent avant tout à rapporter à leurs propriétaires des revenus substantiels. Ce type d'évolution modifie considérablement le paysage des quartiers surtout lorsqu'il se développe à une plus grande échelle. La CEI, les Charbonnages et les Trois Quartiers qui étaient des références en matière d'urbanisme à Libreville en ont fait les frais, puisque les traces visibles de ce passé glorieux sont aujourd'hui difficilement perceptibles. Le troisième signe de dégénérescence est le processus de délabrement des habitations. Les murs extérieurs ont perdu leur éclat d'antan, suite à des fortes chaleurs et des pluies abondantes. Les façades démolies ou en voie de transformation sont demeurées inachevées depuis de longues dates. Aux Charbonnages, après que la climatisation centrale est tombée en panne, chaque propriétaire tente de modifier, tant bien que mal, le plan initial en ajoutant ici un mur, ailleurs une fenêtre ou une porte afin de permettre une meilleure circulation de l'air. Dans certaines habitations de la CEI, des 90 logements et des Trois Quartiers, des morceaux de tissu ou de contreplaqués remplacent un mur, une baie vitrée ou une fenêtre cassée. Les cages des compteurs d'eau et d'électricité sont éventrées. Le paysage actuel de ces quartiers renvoie, par endroit, à la « désolation ».

⁴⁵ Il faut rappeler que certaines populations consomment du poisson qu'elles pêchent dans les cours d'eau de Libreville, or c'est dans ces derniers que les eaux usées se déversent. La décharge de Mindoubé se situe en amont de la rivière Lowé qui se jette dans l'estuaire. Après chaque averse, le niveau des eaux monte et elles envahissent routes, cours et habitations et les habitants y pataugent pendant leurs déplacements. La population est donc en contact quasi permanent avec ces eaux, ce qui pourrait présenter un danger pour la santé publique (Bilharziose, les diarrhées, etc.).

Le dynamisme commercial : un puissant facteur de modification de paysage

L'activité commerciale est un puissant facteur de modification des paysages urbains. A Libreville, elle n'a pas cessé de se développer transformant quasiment chaque construction en un local à usage commercial. Autrefois, l'activité commerciale était bien réglementée. Dans les quartiers modernes, on trouvait souvent une épicerie où l'on vendait des produits de première nécessité⁴⁶. Cette épicerie servait aussi de lieu de rencontre où les riverains pouvaient échanger des nouvelles ou commenter une actualité. Il n'y avait ni chaîne hifi ni poste de télévision pour troubler la sérénité du quartier. Le phénomène était très peu répandu et son impact dans le paysage urbain à peine perceptible. Mais aujourd'hui, l'activité commerciale prend de l'ampleur au point où le moindre espace de terre vacant est destiné à un usage commercial. Les espaces interstitiels destinés à la circulation de l'air et ceux réservés aux jardins, garages, aires de jeux seront également détournés de leur fonction initiale. La dynamique de ce mouvement est si forte que dans certains quartiers, il est devenu rare de trouver en bordure de route une maison qui sert uniquement d'habitation. Dans certains quartiers du Centre-ville (Akébé-ville, Nombakélé, Glass) et de la périphérie, toutes les constructions situées en bordure de route abritent une activité commerciale⁴⁷.

L'activité commerciale est diversifiée et faite de petits commerces⁴⁸. Les garages de fortune avec leurs nombreuses épaves en bordure des routes enlaidissent le paysage urbain. On peut observer maintenant ce phénomène à la cité SNI d'Owendo, aux Charbonnages, à la CEI. Les commerçants ambulants, grands producteurs de déchets⁴⁹ ont profité de cette mutation pour pénétrer dans ces quartiers dont l'accès autrefois, leur était implicitement interdit. Aux Trois Quartiers, des constructions ont été faites et ne s'intègrent pas dans le paysage d'origine en raison de leur style architectural modeste et des matériaux utilisés (matériaux de récupération et planches). L'évolution de ces quartiers a conduit à l'édification des locaux à usage commercial avec pour seules structures quatre murs surmontés d'un toit de tôles ondulées ; d'autres, un toit soutenu par quatre poteaux en bois. Akébé-ville et Batterie Quatre ont suivi la même trajectoire. Le cas extrême est cette fumée qui monte dans le ciel et qui part d'un foyer où l'on prépare des beignets ou autres grillades, cette installation qui n'a qu'un toit et est dépourvue de mur jouxte les belles villas de la majorité des quartiers huppés (Charbonnages, Damas, CEI, Trois Quartiers, etc.). Une visite de la ville amène à conclure que ce mouvement tend

⁴⁵ Ce thème fait l'objet d'un article (à paraître), il s'intitule « L'aménagement des bassins versants de Libreville : un aperçu ».

⁴⁶ Pain, lait, jus de fruit, bière, oignons, tomates, sucre, allumette, papier toilette, savon lessive, papeterie, etc.

⁴⁷ Les constructions qui échappent à ce destin sont très rares.

⁴⁸ On trouve des magasins d'alimentation, des restaurants, des quincailleries, des salons de coiffure, des ateliers de réparation de roues et de couture, des cordonneries, des cybers, des garages de fortune.

⁴⁹ Les commerçants ambulants vendent des arachides à la coque, du lait caillé dans des bouteilles et sachets plastiques, de l'eau et des glaces dans des sachets plastiques. Le client après avoir consommé le produit s'en débarrasse en jetant l'emballage à même le sol.

à se généraliser et porte atteinte à la beauté de la ville (BOUYOU, 2007 : 90). Aux Trois-Quartiers et à la CEI, les garages ont été transformés en local commercial après avoir subi de modestes aménagements ; derrière et autour des immeubles, des abris de fortune accueillent les commerçants. L'évolution des paysages, à travers l'activité commerciale se fait au mépris de l'organisation existante, elle brise la continuité des paysages et rompt ainsi l'harmonie d'origine. Le phénomène est observable à une plus grande échelle et on peut noter le peu d'importance que les communes accordent à l'ordonnancement, à l'harmonie ainsi qu'à la cohérence du tissu urbain de Libreville (BIGNOUMBA, 2013 : 42-43).

A Libreville, l'activité commerciale se développe très vite au point où il n'existe quasiment pas de lieu ou d'habitation qui soit à plus de 100 mètres d'une boutique. Comment donc expliquer sa trop grande prolifération ? Le commerçant ne requiert pas systématiquement une formation particulière ou de grands moyens ; on est tous donc de potentiels commerçants. C'est le métier qui s'offre à nous lorsqu'on a « tout perdu » et qu'on dispose d'une petite économie, d'une petite volonté d'être autonome. Nombreux sont les commerçants qui ont d'abord exercé d'autres emplois avant de se convertir au commerce. Le licenciement ou la faillite de l'employeur ont facilité cette mutation. Le chômage. La diversité des activités commerciales fait que certaines ne nécessitent pas un fonds d'investissement lourd. Pour certains commerces, un capital inférieur à 50 000 f cfa suffit pour se lancer dans une activité. La main d'œuvre n'est pas abondante, parfois une à deux personnes suffisent. Le local est la seule chose qui coûte chère, mais beaucoup de commerçants exercent à l'air libre moyennant seulement un parasol et leurs marchandises étalées par terre ou sur une table sommaire. La multiplication des activités commerciales s'explique aussi par l'inertie de l'Etat qui se désengage de l'organisation des activités commerciales et de l'encadrement des commerçants. Dans un contexte de laisser-faire, on assiste à un développement rapide et incontrôlé de l'activité commerciale ; les nationaux et les étrangers se côtoient et disputent le moindre espace en bordure de route⁵⁰.

5. Quelle signification donnée à cette dérive du paysage urbain ?

L'éclairage que nous venons de faire sur le processus de dégénérescence du paysage urbain de Libreville laisse apparaître en filigrane la démission des pouvoirs publics ou mieux sa responsabilité. Celle-ci est incontestable quand on sait que l'Etat est le premier acteur en matière d'investissement et de gestion. A travers des opérations multiformes telles que type d'architecture, nature des matériaux de construction, etc. l'Etat peut décider de l'orientation et du type de développement à donner à Libreville. L'Etat et la municipalité peuvent aussi prendre des mesures visant à protéger certains secteurs urbains de la dégénérescence et recourir, si besoin est,

⁵⁰ Dans le jeu de la conquête des places, c'est bien le plus offrant qui l'emporte toujours. La conséquence de l'exercice illégal de l'activité commerciale et de l'occupation des sites donne lieu à des opérations de démolition des locaux le long des voies.

à la force. Mais qu'en est-il du cas précis de Libreville ? On peut regretter l'inertie de la puissance publique à Libreville voire son absence totale (Nding MUKANYI, 2013 : 318). L'Etat a laissé les populations agir selon leur volonté et ce mode de gestion ternit l'image de la ville. On peut penser que les ressources humaines font défaut. Mais chaque année, de nombreux jeunes gabonais sortent des écoles et des universités gabonaises, africaines et européennes. Allogho Nkoghé souligne que « Le pays regorge de spécialistes dans toutes les branches de la discipline, et qui servent aussi bien dans l'administration centrale que dans les collectivités locales » (2014 : 40)⁵¹. L'autre signification qu'on peut donner à cette situation est le peu de moyens dont dispose la mairie de Libreville. L'ancien Maire de la capitale, Mba Abessolo, nous apprend qu'en 2006 la part de la subvention de la mairie au budget de l'État n'était que de 1 % (p. 303). Somme très dérisoire qui, en 2015, a augmenté de 7 252 561 673 f cfa passant ainsi à 27 956 514 873 f cfa. Mais une analyse plus profonde montre que ces arguments ne suffisent pas à convaincre le lecteur. L'Etat gabonais est réputé pour exercer un contrôle strict sur ses populations, cela est très vrai lorsqu'il s'agit de politique. Comment comprendre donc que ce même acteur ait pu laisser une telle situation lui échapper ? Une autre signification peut nous amener à penser que les politiques et leurs collaborateurs étaient très préoccupés par le « partage du gâteau » au point de laisser-faire les populations sur le reste qu'ils considéraient certainement comme non essentiel. Mais le temps à joué en faveur de ce mouvement à tel point que l'étendue du désastre ne permet plus un retour aisé ou facile à l'ordre sans des conséquences inestimables sur les populations. Nous pensons aux processus coûteux des déguerpissements avec leurs corollaires les indemnités, le relogement sur des sites viabilisés. Sans omettre toute la mauvaise gestion qui accompagne toujours ces opérations. Une autre voie peut consister à laisser le mouvement évoluer, mais dans quel intérêt ?

L'interruption de ce type d'aménagement aurait pu susciter des tensions au sein d'une société réputée calme et pacifiste. Et pour ne pas ternir cette réputation acquise dans les conditions qu'on connaît, on a alors recouru au « laisser-faire ». Mais le laisser-faire à des limites et il finit toujours par être remis en cause. L'évolution politique d'un pays se fait souvent avec de nouveaux acteurs. Ces derniers arrivent avec de nouveaux associés (entrepreneurs, multinationales, banques, etc.) et projets. Cette nouvelle vision se heurte naturellement aux populations. On peut aussi interpréter le laisser-faire des politiques comme étant un geste qui émane des gents qui sont complètement dépassés par les conséquences des stratégies qui visent à

⁵¹ L'article de Fidèle Allogho « tre géographe au Gabon : « *autopsie d'un métier en perspective* » montre le potentiel existant au Gabon en matière de spécialiste dans les différents domaines de la ville en même temps qu'il fait une analyse sans complaisance sur la marginalisation dont souffrent les géographes gabonais lorsqu'il s'agit de l'univers professionnel et la construction des projets d'aménagement et de développement. La seule étiquette qui est reconnue au géographe est celle d'enseignant or elle ne suffit pas à s'élever dans la société. Au Gabon, l'Ecole Polytechnique de Masuku forme dans les domaines de génie civil, etc. L'Ecole du Cadastre les techniciens et les ingénieurs du cadastre. Le département de géographie de l'Université Omar Bongo délivrent les diplômes de maîtrise dans les différentes branches de la géographie (géographie rurale, physique, économique) que des masters en géopolitique, en aménagement du littoral, en aménagement du territoire et et sur l'environnement.

confisquer les terres comme autant de richesses. Enfin, l'autre lecture qui nous vient est qu'il s'agit bien là, de la manifestation d'un Etat qui manque de vision ; et donc incapable de jouer pleinement son rôle dans la production et l'organisation de l'espace. Pour Mongo Beti (2001 : 96), cette situation est due à « l'incurie et la nonchalance de nos dirigeants politiques, dont l'incapacité, si elle est avérée dans tous les domaines, s'illustre particulièrement dans une capitale assaillie par les mille problèmes que soulève un exode rural galopant [...] ».

Conclusion

Libreville connaît chaque jour des transformations qui visent à faire d'elle une ville moderne. Et, incontestablement la capitale politique gabonaise peut se prévaloir, au même titre que ses homologues d'Afrique centrale, d'être une métropole. Le réseau routier urbain insuffisant au même titre que celui national (9 170 km de routes) qui accuse un énorme retard par rapport au Cameroun (51 000 km de routes) et au Congo (18 000 km de routes) (Le Financier, 2010 : 16-17 ; Pourtier, 1989 : 221) a enregistré néanmoins quelques progrès. Le réseau routier par exemple va connaître un prodigieux bond en avant avec la construction d'une voie express, du boulevard triomphal et du boulevard du bord de mer. On assiste à la construction d'immeubles d'habitation et administratif dans le noyau urbain central, sur le boulevard triomphal et le front de mer. Dans le même temps, les structures à usage sanitaire se multiplient. Mais d'une manière générale, ainsi que le souligne Bouyou (2007 : 90) « Les représentations de l'espace sont de plus en plus influencées par les stratégies de survie et la spéculation qui traduisent leur empreinte sur la formation des quartiers et expliquent une grande partie du désordre urbain des villes en Afrique dont Libreville et Brazzaville ».

Toutes ces constructions nécessitent un entretien régulier afin que la ville conserve son attrait. Or, tel n'est pas toujours le cas et on constate plutôt l'absence des organismes qui devraient s'en charger par exemple la mairie, le Ministère des Travaux Publics. Faute donc d'une gestion rigoureuse et constante, la décadence s'installe progressivement. C'est ainsi qu'à la splendeur d'antan va succéder un paysage terne, morne. In fine la capitale offre un paysage incohérent et hétérogène (NGAWANDJI, 2013 : 192). Ces propos témoignent d'une évolution régressive fortement marquée. Dans un contexte politico-socio-économique marqué par l'indifférence, le non respect du bien commun, la démission implicite de la puissance publique et le laisser-faire, la reprise en main de la gestion de Libreville apparaît comme une épreuve insurmontable, du moins en l'état actuel du mode de développement qui la caractérise. Le gouvernement actuel a quand même lancé une vaste campagne de construction de logements à Libreville. Ce projet prévoit la réalisation de 5 000 logements sociaux par an. Projet pour le moins ambitieux et pour lequel de nombreux gabonais nourrissent l'espoir d'être un jour propriétaire. Il faut souligner que la ville a bénéficié d'un « lifting » qui concerne la restructuration des quartiers sous-intégrés. Mais cela n'aura pas suffi au regard de l'étendue des problèmes à résoudre. Ce processus de restructuration, comporte des limites en ce sens

qu'il n'est consacré qu'à la création de quelques voies carrossables devant servir au désenclavement des quartiers mais également à l'ouverture de quelques voies réservées aux piétons (Engo ASSOUMOU, 2013 :161).

Références bibliographiques

- ALLOGHO NKOGE F., 2008.** L'Etat et la municipalité de Libreville : légitimité et luttes de pouvoir de 1996 à 2002. *Gabonica* vl. 2, n°2, Nov., 23-38. CERGEP, Université Omar Bongo.
- ALLOGHO NKOGE F., 2014.** Etre géographe au Gabon : autopsie d'un métier en perspective. In S. Loungou (dir), *Les enjeux et défis du Gabon au XXI^e siècle Réflexions critiques et perspectives de géographes. Connaissances et Savoirs.* P. 27-40.
- ASSEMBE ELA Ch.-Ph., 2013.** Libreville : une ville à visage double. In F. Allogho Nkoghé (dir.), *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation. Libreville.* Connaissances et savoirs. P. 213-238.
- BEKA BEKA A., 2013.** Libreville : « le laisser-faire » urbain de la période coloniale à nos jours. In F. Allogho Nkoghé (dir.), *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation.* Libreville. Connaissances et savoirs. P. 85-104.
- BIGNOUMBA G.-S., 2013.** Approche géographique de Libreville, de Guy Lasserre à nos jours : entre continuité et rupture. In F. Allogho Nkoghé (dir.), *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation.* Libreville. Connaissances et savoirs. P. 37-51.
- BOUYOU J.-M. V., 2007.** Représentations de l'espace et quartiers à Libreville et Brazzaville.
- In. G. BURGEL et J.-C. Ndong MBA (dir.).** *Villes en parallèle. Villes du Gabon* 40/41. P. 81-94.
- BOUYOU J.-M. V., 1999.** Les enjeux urbains au Gabon, analyse sociologique de l'espace urbain à Libreville. *Annales de la faculté des Lettres et Sciences humaines*, UOB, Libreville. P. 140-160.
- COQUERY M., 1982.** La notion de mode de composition urbaine : un outil opératoire en urbanisme (le cas de l'Afrique noire). In *bulletin de la Société Languédocienne de Géographie*, tome 16, fascicule 1-2.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1993.** Histoire des villes d'Afrique noires. Des origines à la colonisation, Paris, Albin Michel.
- DIVASSA-NYAMA J., 2011.** *Le roi de Libreville.* Paris, Ndzé.
- EMANE OBIANG L., 2001.** « On a perdu monsieur Paul ». In Nocky Djedanoum (dir). *Amours de villes, villes africaines.* Fest' Africa/Dapper.
- ENGO ASSOUMOU H.-C., 2007.** Voirie et structure urbaine à Libreville. In G. Burgel et J.-C. Ndong Mba (dir.). *Villes en parallèle. Villes du Gabon* 40/41. P. 153-178.
- EZA BOTO, 1954.** *Ville cruelle.* Paris, Présence Africaine.
- LABORDE P., 2001.** *Les Espaces urbains dans le monde. Pour mieux comprendre pourquoi le développement des villes est un fait les plus marquants du XX^e siècle,* Paris, Nathan, 239 p.
- Le Financier d'Afrique.** Patrimoine routier en zone CEMAC. *Bimestriel* n°27 juin/juillet 2010. P.15-19.
- MADEBE D.-D., 2007.** Libreville, la ville et ses problèmes environnementaux, *Revue Gabonaise de Géographie*, Libreville, n° 2, 2007, p. 95-108.
- MADEBE D.-D., 2009.** Hétérogénéités spatiales, réorganisation du territoire et développement du Gabon, Libreville, Les Editions du CENAREST, 141 p.
- MAMBANI J.-B., 2013.** Une approche géographique des quartiers sous-intégrés de Libreville : Les PK 6, 7, 8 et 9 entre rupture et médiation. In F. Allogho Nkoghé (dir.), *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation.* Libreville. Connaissances et savoirs. P. 195-212.

- MANCIAUX C., 2009.** « La ville, enfer ou bénédiction », in *Jeune Afrique* n° 2572-2573 du 25 avril au 8 mai 2010.
- MAINET G., 1981.** Douala : une grande ville africaine sous l'équateur, croissance et mutations de la métropole camerounaise. Thèse de doctorat d'État à l'Université de Bordeaux III. Bordeaux, Université de Bordeaux 3. 3 vol., 1071 p.
- MBA ABESSOLO P., 2006.** Conflits et manœuvres politiques à Libreville : le pouvoir municipal en question. In F. Hubert (dir.), *Villes du nord, ville du sud géopolitique urbaine : acteurs et enjeux*, Paris. L'Harmattan p. 301-305.
- MOMBO J.-B., & EDOU M., 2007.** Assainissement et explosion urbaine au Gabon. In G. Burgel. & J.-C. Ndong Mba (dir.). *Villes en parallèle. Villes du Gabon* 40/41. p. 197-226.
- BETI M., 2001.** « Yaoundé, capital sans eau, où il pleut sans cesse ». In Nocky Djedanoum (dir.) *Amours de villes, villes africaines. Fest' Africa/Dapper*.
- NDING MUKANYI M., 2013.** Lutttes de pouvoir et aménagement urbain à Libreville : une équation insoluble de gestion publique locale ? In F. Allogho Nkoghé (dir.), *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation. Libreville.* Connaissances et savoirs. p. 293-329
- NDONG MBA J.-CL., 2006.** Frontières géographiques des quartiers et perspectives de développement de la ville de Libreville. In F. Hubert (dir), *Villes du nord, villes du sud, géopolitique urbaine : acteurs et enjeux*, Paris. L'Harmattan p. 277-304.
- NDONG MBA J.-CL., 2007.** Migration intra-urbaines et développement à Libreville et Dakar (dir.), *Villes en parallèle. Villes du Gabon* 40/41. p. 27-53.
- NDONG-MBENG H.-F., 1992.** *Les Matitis, mes pauvres univers en contre-plaqué en planches et en tôle...* Paris, Sépia.
- NGUEMA R.-M., 2004.** Organisation administrative. In Atlas de l'Afrique. Gabon. p. 22-23.
- NGUEMA R.-M., 2007.** Rénovation urbaine et dynamique démo-spatiale de la ville de Libreville, *Revue Gabonaise de Géographie*, n° 2, pp.79-93.
- NGUEMA R.-M., 2013.** Études du processus d'urbanisation et dynamiques spatiales de Libreville depuis Guy Lasserre : tendances, enjeux et évolutions récentes. In F. Allogho
- NKOGHE (dir),** *Libreville, la ville et sa région, 50 ans après Guy Lasserre. Enjeux et perspectives d'une ville en mutation.* Connaissances et savoirs. p. 53-83.
- OWONDO L., 1985.** *Au bout du silence*, Paris, Hatier, Coll. « Monde Noir Poche ».
- POÈTE M., 1984.** *L'Architecture des villes.* Paris. L'Equerre. 250 p.
- POINSOT J., SINOU A., STERNADEL J., 1989.** Les villes d'Afrique noire entre 1650 et 1960, *La documentation française.* Paris. 346 p.
- POURTIER R., 1998.** *Le Gabon. État et développement.* T. 2. Paris. L'Harmattan.
- SIRVEN P., 1984.** La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi. Bordeaux, Université de Bordeaux 3, UER de Géographie. 788 p. Thèse d'État à l'Université de Bordeaux III.
- VENNETIER P., 1991.** Les villes d'Afrique tropicale. Paris. Masson, coll. Géographie tropicale. 2è éd. 192 p.
- ZOO EYINDANGA R.C., 1997.** L'aménagement d'une voirie quaternaire : le cas de Venez-Voir à Libreville. *iBOOGHA* 1, 35-58. *LASCIDYL*, ENS : Éditions du Silence.
- ZOO EYINDANGA R.C., 1999.** Les contraintes de la voirie de Libreville. *iBOOGHA* 3, 5-25. *LASCIDYL*, ENS : Éditions du Silence.
- ZOO EYINDANGA R.-C., 2001.** La répartition des communautés linguistiques dans l'espace urbain de Libreville. Le plurilinguisme à Libreville. *Plurilinguismes* 18, 183-204. CERPL. Université René Descartes.